



AUX CHEMINOTS CONTRACTUELS & STATUTAIRES

Montreuil, le 16 juin 2026

APPEL À L'ENCADREMENT

L'ENCADREMENT DIT STOP !

La journée du 10 juin met en lumière une mobilisation forte de tous les cheminot-e-s de la branche ferroviaire, qui expriment un ras-le-bol face à une organisation du travail devenue délétère.

Y compris dans les filiales, les cheminotes et cheminots se sont mobilisés, parfois très fortement (Sud Azur et SVLO), et partout avec leur encadrement.

La direction de la SNCF refuse de communiquer les chiffres de participation à la grève du 10 juin dernier. Que cherche-t-elle à cacher ?

Les réorganisations permanentes, la pression managériale, la polyvalence et l'intensification des tâches nourrissent un contexte de risques psychosociaux massifs, désormais visibles dans la situation sanitaire interne de l'entreprise qui a vu le nombre notamment de décès et de situations les plus extrêmes atteindre des niveaux élevés. **La CGT le réaffirme : perdre la santé, perdre la vie à cause du travail, ÇA SUFFIT !**

Le niveau de grévistes, nettement supérieur aux précédentes journées unitaires, traduit un refus clair de laisser perdurer un système qui abîme les collectifs de travail et met en danger la santé des cheminots. Dans ce mouvement, la mobilisation des maîtrises et cadres occupe une place déterminante : leur engagement montre que même celles et ceux chargés de faire tenir l'organisation refusent de compenser les effets destructeurs des choix de la Direction.

Leur participation marque et signale une rupture profonde dans l'encadrement, qui refuse d'être réduit à un simple relais d'injonctions contradictoires et revendique des conditions de travail compatibles avec la santé, la responsabilité et le sens du service public. **Pour la CGT, cette mobilisation confirme l'urgence d'un changement profond : stopper les restructurations destructrices, reconstruire des organisations protectrices, renforcer les effectifs et garantir des conditions de travail dignes pour toutes et tous, encadrement compris.**

Ces chiffres révèlent aussi une prise de conscience de plus en plus visible parmi les maîtrises et les cadres quant à la nécessité d'agir : un quart des maîtrises et cadres en grève et près d'un cadre sur cinq !

ILS DISENT STOP !

STOP aux restructurations incessantes, aux réorganisations permanentes, aux reconfigurations et aux réaménagements successifs qui désorganisent le travail !

STOP aux attaques contre le temps de travail ! Beaucoup remettent en cause le forfait jours ainsi que la stratégie immobilière, notamment le flex office, qui détériore les conditions de travail et impose trop souvent un télétravail subi.

STOP à la surconnexion, qui entraîne intensification du travail, surcharge, dépassement des horaires et remise en cause des temps de repos !

STOP à la souffrance au travail !

On ne peut pas traiter la souffrance au travail sans s'attaquer à la racine du mal.



La Direction reconnaît enfin que les transformations ont des effets humains, que la qualité du travail est un enjeu stratégique, que la charge de travail doit être analysée, que les risques psychosociaux nécessitent une action ciblée et que les collectifs de travail doivent être davantage écoutés. Pourtant, elle n'interroge jamais les causes profondes de ces phénomènes : ouverture à la concurrence, filialisations, réductions d'effectifs, logique de gains de productivité à tout prix et fragmentation des collectifs. **La qualité du travail ne peut pas être analysée indépendamment des choix d'organisation qui la déterminent.**

À cela s'ajoute un besoin de reconnaissance exprimé par une large partie de l'encadrement, une reconnaissance qui ne soit pas seulement financière. Il s'agit de reconnaître leur engagement au service du ferroviaire, leur implication pour faire fonctionner une organisation qui s'enraye, pour sécuriser et organiser dans les meilleures conditions le travail des cheminotes et cheminots de leurs équipes, notamment en production. Il s'agit aussi de reconnaître qu'ils sont cheminots comme les autres, que leurs métiers sont pénibles, et que le fait d'être classés « managers » ne les transforme pas en simples gestionnaires déconnectés des contraintes et de la technicité du monde ferroviaire.

La Direction affirme vouloir mesurer et améliorer la qualité du travail, alors qu'une part importante du travail des cheminots, notamment des Ictam (ingénieurs, cadres, techniciens et agents de maîtrise), s'effectue dans un cadre qui ne permet plus de mesurer objectivement le temps de travail réel. Or, **il est impossible d'évaluer sérieusement la charge de travail, les risques psychosociaux, le droit à la déconnexion ou la qualité du travail si le temps réellement consacré au travail disparaît des outils d'analyse.**

Plusieurs réponses immédiates sont possibles :

- arrêter immédiatement les restructurations ;
- mesurer et réduire la charge réelle de travail ;
- sortir du forfait jours et construire une organisation du temps de travail conciliant autonomie, responsabilité et protection de la santé ;
- garantir un droit effectif à la déconnexion ;
- encadrer socialement le développement de l'IA afin qu'elle soit mise au service du travail humain, et non de son intensification ;
- reconnaître la pénibilité pour la totalité des emplois repères soumis à l'astreinte (encadrants de proximité et leurs assistants, RET et leurs assistants, GM, CTT, DU, RDU, ordonnanceurs...).

Face à l'urgence de la situation, la Direction doit rapidement s'engager sur des réponses.

La Fédération CGT des cheminots, son UFCM et ses syndicats exigent de véritables négociations dans les plus brefs délais.

**L'UFCM-CGT APPELLE L'ENSEMBLE
DES CADRES ET MAÎTRISES À RESTER UNIS
ET RÉACTIFS AUX PROPOSITIONS
DE MOBILISATION POUR TRANSFORMER
LA COLÈRE EXPRIMÉE PAR LA GRÈVE
EN VICTOIRE CONCRÈTE.**

